

## Pour relever le défi urbain

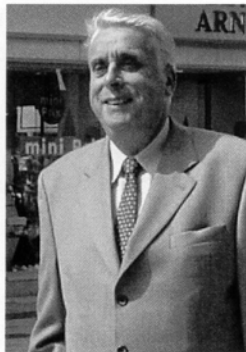
Quatre ministères, au moins, s'occupent de la ville. Le ministère de la Culture gère la ville patrimoniale. Le ministère de l'Équipement gère l'habitat et la "ville émergente". Le ministère de l'Intérieur s'occupe des collectivités locales, donc des villes. Le ministère dit " de la ville " est, en fait, le ministère d'une partie de la ville : c'est le ministère de la ville qui va mal.

On s'est habitué à ce qu'il en soit ainsi. Cette répartition des tâches n'est cependant pas anodine. Il n'y a pas deux ministères de l'agriculture, l'un pour l'agriculture qui va bien et l'autre pour celle qui va mal. Cela paraîtrait incongru.

Pourquoi, alors, une telle bipartition apparaît-elle naturelle pour la ville ? La réponse est, pour moi, très claire. Elle tient à l'illusion selon laquelle un ministère des quartiers en difficulté pourrait "traiter" les problèmes de ces quartiers sans que cela ait quelque conséquence que ce soit sur le reste de la ville et de l'espace urbain.

Nous vivons depuis plus de vingt ans sur cette illusion. On a cherché d'abord à "réparer" ces quartiers et à y améliorer les conditions d'habitat et de vie. Et puis, on s'est rendu à l'évidence. Ces quartiers, il ne suffit pas de les " réparer " ou des les amender. Dans beaucoup de cas, il faut, en grande partie, les refaire.

Si l'on veut, dans une agglomération, détruire les immeubles qui ne correspondent plus à l'attente de leurs habitants, il faut au préalable y construire des logements sociaux



de qualité sur trente, quarante ou cinquante sites différents.

Il faut repenser la ville dans son ensemble, en recherchant la mixité de l'habitat, mais également la mixité des fonctions urbaines. L'urbanisme du

XX<sup>ème</sup> siècle a produit des espaces fortement spécialisés. Il y a des quartiers voués exclusivement à l'habitat (dont les quartiers de grands ensembles), d'autres au commerce (les entrées de ville), à l'activité, à l'université (campus), aux nouvelles technologies (technopoles), etc.

Il faut dépasser ces "spécialisations spatiales" en menant à bien de véritables démarches de renouvellement urbain.

Cette perspective suppose des choix politiques clairs. Il est plus simple de laisser les quartiers qui vont mal dans leur ghetto – et dans leur ministère – que de repenser la ville pour tous, celle où chacun aura sa place dans tous les quartiers.

Repenser la ville pour accueillir de nouveaux projets d'habitat - petits, moyens, plus grands - bien intégrés dans le "tissu urbain", cela suppose aussi des centaines de concours d'urbanisme, cela suppose de redonner toute leur place aux architectes, tout en développant le dialogue avec les habitants qui sont les usagers, mais aussi les acteurs, de la ville.

On ne compte plus les " plans ambitieux " préconisés pour relancer la politique de la ville. Le dernier en

date est celui de M. Borloo. Ses intentions sont, comme souvent, louables. Mais il a deux défauts. Le premier tient au fait qu'il recentralise la politique dite de la ville avec la création d'une "Agence nationale pour la rénovation urbaine", dont on peut craindre qu'elle alourdisse encore des procédures déjà complexes. Le second tient au manque de moyens. Le projet de loi affiche une "programmation" de 30 milliards d'euros sur cinq ans. Sur ces 30 milliards d'euros, l'Etat n'en apporte que 2,5. Et comme le note le rapport du Conseil Economique et Social, la seule augmentation concrète dans le budget de l'Etat prévue pour financer cette "grande ambition" dans la loi de finances pour 2004 n'est que de 60 millions d'euros ! Comme toujours, on parie sur les financements "induits" des collectivités locales, de l'Europe, des organismes HLM, etc. L'ennui, c'est que "l'effet induit" se



perd dans les sables dès lors que l'effort de départ est trop réduit.

L'avenir de notre pays se joue, pour une part essentielle, dans notre capacité à trouver une solution au problème des quartiers qui vont mal par une forte politique de renouvellement urbain. Celle-ci aura un coût important. Mais si on ne l'engage pas, le coût social, humain et urbain sera beaucoup plus élevé. C'est dire que cette politique est nécessaire et urgente. ■

